



MOURET Philippe
AVOCAT
Pièce N° 40

HAUTE AUTORITÉ DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET POUR L'ÉGALITÉ

Le Président

Monsieur Charles PELLOTIER
Secrétaire général
Union régionale interprofessionnelle CFDT
Provences-Alpes-Côte d'Azur
12, boulevard Delphino
06300 NICE

Paris, le 17 NOV. 2009

Lettre Recommandée / AR


NIRéj - ED-PA/2006-3601-001
(à rappeler dans toute correspondance)

Monsieur le Secrétaire général,

Par courrier du 5 décembre 2006, vous avez saisi la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité d'une réclamation relative aux difficultés rencontrées par les agents SNCF dans le cadre de l'accès à la formation de conducteur de TGV en raison de l'âge.

Après enquête, je vous informe que la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité a adopté la délibération n° 2009-375 du 9 novembre 2009, dont je vous prie de bien vouloir trouver copie ci-jointe.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


LOUIS SCHWEITZER



13, rue Saint-Firmin - 75006 Paris
Tél. : 01 55 31 61 00 - Fax : 01 55 31 61 40
www.halde.fr

Le présent document est une copie électronique de la lettre recommandée avec accusé de réception n° 2009-375 du 9 novembre 2009, dont je vous prie de bien vouloir trouver copie ci-jointe. La Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) ne peut être tenue responsable de la destruction ou de la perte de ce document. La Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) ne peut être tenue responsable de la destruction ou de la perte de ce document.

RECEVÉ

RECEVÉ

10/12/2009 08:47

10/12/2009 08:47

10/12/2009 08:47

La combinaison de ce référentiel et du régime spécial des retraites à la SNCF pourrait conduire à exclure de l'accès à la formation TGV les agents âgés de plus de 47 ans éligibles à la retraite à cinquante ans.

Par courrier du 21 août 2008, le service juridique a porté à la connaissance de la SNCF cette analyse juridique et sollicité ses observations avant que les réclamations ne soient examinées par le Collège de la haute autorité.

Le 18 septembre 2008, la SNCF a fait savoir à la haute autorité que les conditions d'accès à la formation TGV sont désormais modifiées. Il est donc possible d'intégrer cette formation « sous réserve de la validation de leurs compétences professionnelles par leur encadrement et d'avoir souscrit un engagement au titre du dédit formation ».

Par courrier du 26 mai 2009, la SNCF a communiqué à la haute autorité le Référentiel de l'Établissement Traction Sud Atlantique montrant qu'il n'existe plus de limite d'âge. Elle précise que « les référentiels des autres établissements sont actuellement en cours de réécriture ».

S'agissant de la possibilité de souscrire un engagement au titre du dédit formation, la SNCF indique que le référentiel RH 0913 relatif au dédit formation a d'ores et déjà été modifié et confirme la possibilité pour les agents souhaitant accéder aux formations grande vitesse d'en bénéficier.

Enfin, la SNCF fait savoir à la haute autorité qu'elle a informé les agents de ces modifications par l'intermédiaire de la Commission Professionnelle Centrale Matériel et Traction.

L'article 1^{er} de la Directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000, portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail, prohibe toute discrimination en raison de l'âge dans l'accès à la formation professionnelle.

Toutefois l'article 6 de la Directive 2000/78/CE transposée à l'article L 1133-3 du Code du travail prévoit que « Les différences de traitement fondées sur l'âge ne constituent pas une discrimination lorsqu'elles sont objectivement et raisonnablement justifiées, dans le cadre du droit national, par un objectif légitime (...) et que les moyens de réaliser cet objectif sont appropriés et nécessaires. Ces différences de traitement peuvent notamment comprendre (...) c) la fixation d'un âge maximum pour le recrutement, fondée sur la formation requise pour le poste concerné ou la nécessité d'une période d'emploi raisonnable avant la retraite. »

En conséquence, la différence de traitement résultant de la fixation d'une limite d'âge pour l'accès à un emploi est discriminatoire si elle ne poursuit pas un objectif légitime et si les moyens mis en œuvre pour y parvenir ne sont pas appropriés et nécessaires.

La SNCF a fait valoir qu'il n'existait pas à proprement parler de limite d'âge. Elle a invoqué le référentiel daté du 8 janvier 2007 qui n'indique pas de limite d'âge mais fait uniquement référence à une durée d'emploi de trois ans.

Cette position ne résiste pas à l'analyse dans la mesure où le référentiel visé n'était pas applicable à l'époque des faits litigieux.

Par ailleurs, la SNCF justifie les décisions de refus opposées à ses agents de plus de 47 ans par un objectif de rentabilité économique.

A supposer que l'objectif de « rentabilité économique » puisse constituer un objectif légitime au sens de la directive 2000/78 précitée, la SNCF doit, d'une part, en justifier objectivement et raisonnablement et, d'autre part, démontrer que les moyens mis en œuvre sont nécessaires et appropriés.

Dans ses documents internes, la SNCF précise que la formation de conducteur de TGV ne serait rentabilisée qu'au terme de trois années d'exercice des agents à compter de leur habilitation. Elle ne produit cependant aucune donnée objective.

De plus, les différences de traitement dénoncées s'accompagnent d'une application différenciée de la réglementation par les directions de traction de la SNCF. Ainsi, l'établissement de maintenance et traction de Marseille (E.M.T.) ouvrirait l'accès à la formation au poste de conducteur de TGV à tous ses agents âgés de moins de 46 ans alors que l'établissement de maintenance et traction de Bordeaux exigerait que les agents candidats au poste de conducteur de TGV soient âgés de moins de 46 ans.

La SNCF ne justifie pas de manière raisonnable la différence de traitement opérée entre les agents âgés de plus ou de moins de 47 ans pour accéder à la formation de conducteur de TGV.

Si désormais il est possible de souscrire un engagement au titre du dédit formation cette possibilité n'existait pas à l'époque des faits. Les agents acceptant de renoncer à leur droit au départ à la retraite à l'âge de 50 ans afin de remplir la condition d'emploi minimum de trois années pour accéder à la formation TGV s'en trouvaient donc exclus.

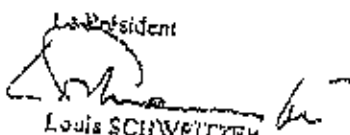
Faut-il d'avoir mis en mesure la haute autorité de vérifier le caractère objectif et raisonnable de la différence de traitement constatée et d'avoir démontré que le refus d'accès à la formation à raison de l'âge constituait l'unique moyen ou au minimum le moyen le plus approprié pour atteindre l'objectif de rentabilité affiché, la haute autorité considère que le fait de refuser l'accès à la formation TGV à ses agents âgés de plus de 47 ans constitue de discrimination à raison de l'âge.

En conséquence, la haute autorité recommande à la SNCF de prendre les mesures permettant d'éviter une prise en considération injustifiée de l'âge dans l'accès à la formation TGV.

La haute autorité prend acte de la modification du Référentiel de l'Etablissement Traction Sud Atlantique mais recommande que les référentiels de tous les établissements soient également modifiés. La SNCF devra justifier de la réécriture des référentiels de l'ensemble de ses établissements dans le délai de trois mois.

Le collège de la haute autorité demande qui lui soit rendu compte des mesures prises, conformément à ses recommandations, dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente délibération.

Le Président


Louis SCHWEITZER